

- Grève sauvage à la SNCF	p. 2
- Attaques anti-ouvrières.....	p. 2
- Le 24 octobre de la CGT	p. 3
- Du congrès de Toulouse aux législatives ..	p. 3
- Intervention du CCI en RFA	p. 4
- Luites de classe dans le monde	p. 5
- "Dialogue" Est-Ouest	p. 6
- Offensive du bloc US.....	p. 6
- Réunion publique du CCI à Paris	p. 8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

RENAULT - 24 OCTOBRE CONTRE LA COLERE OUVRIERE, LA BOURGEOISIE ET SES SYNDICATS ACCENTUENT LEURS MANOEUVRES DE DIVISION ET DE DEMORALISATION

■ Ouvriers, ne vous y trompez pas ! La bourgeoisie, son gouvernement, ses syndicats se sont bel et bien trouvés confrontés au mois d'octobre à une accentuation du mécontentement ouvrier aux usines Renault. Mécontentement qui menaçait localement et à court terme de se traduire par une mobilisation effective des ouvriers dans la lutte.

Contrairement à ce que s'acharne, à dessein en effet, de masquer la presse, (cf. RI antérieurs), la montée du mécontentement, le développement d'une combativité latente est aujourd'hui une donnée générale, une réalité, dans toute la classe ouvrière face à l'attaque la plus massive et la plus dure des conditions de vie que la bourgeoisie nous impose depuis la guerre.

A Renault même, ce mécontentement se justifie d'autant plus que, depuis plusieurs mois, les ouvriers sont directement confrontés à une aggravation du chômage technique, à l'augmentation des cadences, à la baisse des salaires et des primes, et vivent quotidiennement dans l'angoisse des milliers de licenciements secs qui doivent succéder à ceux qui sont intervenus déjà sous des formes déguisées de pré-retraites, départs "volontaires", "retour au pays".

La mobilisation massive le 10 octobre des ouvriers de l'usine Renault du Mans à un meeting syndical chargé de faire le point sur la question des licenciements, la colère et la volonté de lutte exprimée dans ce meeting par les ouvriers, ne pouvaient, dans ce contexte de mécontentement, laisser la bourgeoisie et ses syndicats indifférents. Et cela, d'autant moins que, dix jours plus tôt, la grève sauvage à la SNCF, partie à l'initiative des ouvriers, hors de toute consigne syndicale, s'étendant comme une trainée de poudre à travers tout le pays, était venue leur confirmer la profondeur et l'étendue de la combativité ouvrière, et l'avait déjà contrainte à réagir massivement pour y mettre un terme rapidement afin d'enrayer toute possibilité d'extension à d'autres secteurs. (cf. article).

C'est pourquoi immédiatement face à cette menace de lutte, dans un secteur décisif du prolétariat,

la bourgeoisie CGT/PCF en tête, a déployé un maximum de ses forces pour prendre les devants de la combativité, la rendre impuissante et chercher à imposer par un travail coordonné, une défaite cuisante aux ouvriers de Renault et, à travers eux, à toute la classe ouvrière.

LA MANOEUVRE

La mise en place immédiate, à l'usine Renault du Mans, de l'unité syndicale CFDT, CGT et l'appel à la grève illimitée avec occupation, sur une simple question de prime, spécifique aux ouvriers de cette usine d'une part ; l'annonce dans le même temps par la direction qu'aucun licenciement n'interviendrait à Renault avant 86 et la répercussion de cette nouvelle dans toutes les usines et dans la presse, à la radio, à la télévision d'autre part ; l'ouverture immédiate de tout un battage dans les médias présentant la situation à l'usine Renault du Mans comme le début d'une offensive délibérée de la CGT contre le gouvernement au profit des intérêts électoraux du PCF enfin, ont été les premiers éléments de l'offensive de la bourgeoisie et de ses syndicats pour :

- isoler, enfermer les ouvriers du Mans dans "leur" usine, "leur" revendication spécifique, les empêcher d'aller rechercher eux-mêmes la solidarité des ouvriers des autres entreprises ;
- dissuader les ouvriers de la région, ceux des autres usines Renault déjà massivement défiants à juste titre (cf. RI antérieurs) à l'égard de la CGT et du PCF de se solidariser de l'"action" entreprise au Mans.

La "grève avec occupation" de Billancourt imposée par les militants de la CGT aux ouvriers parisiens, sans que ces derniers ne puissent se regrouper, discuter s'ils voulaient lutter et comment le faire ; le "vote" après coup, grossièrement truqué à dessein, ont été le deuxième volet de l'offensive bourgeoise de division et de démoralisation des ouvriers. Les ouvriers majoritaire-

ment défiants se trouvant placés devant le choix suivant : ne rien faire ou cautionner la CGT et le PCF. La direction, les autres syndicats, FO, CFDT, se faisant forts d'utiliser cette situation pour prôner la résignation. La presse se saisissant du caractère artificiel du coup de force de la CGT pour étayer la thèse du complot anti-PS de la CGT et du PCF.

L'échec prévisible et escompté dans un tel contexte des appels de la CGT à étendre le "mouvement" dans les usines de Flins, Cléon, Sandouville constituant le point d'orgue de toute la manœuvre et permettant "preuve à l'appui" de marteler avec force et efficacité auprès des ouvriers de Renault et de toute la classe ouvrière : LES OUVRIERS NE VEULENT PAS LUTTER, SEULE LA CGT ET LE PCF ESSAYENT DE LE FAIRE.

UN REVERS DONT IL FAUT TIRER AU PLUS TOT

LES ENSEIGNEMENTS

Ouvriers, ce qui s'est passé à Renault, dans un bastion de la classe ouvrière en France, n'est pas une question secondaire que vous pouvez vous empresser d'oublier ou de comprendre à moitié. Ce que la bourgeoisie et ses syndicats ont réussi à faire ce n'est pas seulement empêcher une lutte de se développer, de contraindre les ouvriers du Mans et une partie de ceux de Renault-Billancourt qui se sont trouvés embarqués dans l'"action" de la CGT à reprendre le travail sans avoir rien obtenu, amers, déçus.

(SUITE P. 4)

GREVE SAUVAGE A LA S.N.C.F.

LA COMBATIVITE OUVRIERE N'EST PAS UN MYTHE MAIS UNE REALITE

■ Faut-il croire l'infâme propagande que toute la bourgeoisie s'efforce de faire entrer dans la tête des ouvriers eux-mêmes à coups de manœuvres syndicales, de sondages, de statistiques sur la chute du nombre annuel d'heures de grèves, de messages médiatiques ? Faut-il croire que la classe ouvrière n'est pas combative, qu'elle est passive, résignée, incapable de lutter ? NON.

Certes les manœuvres de l'ensemble de la bourgeoisie réussissent momentanément à maintenir, développer, renforcer une situation d'expectative au sein de la classe. Pourtant, malgré l'incapacité actuelle des ouvriers d'y faire obstacle et les limites auxquelles se heurtent les manifestations du mécontentement des prolétaires, la colère et la combativité ne cessent de s'étendre et de s'approfondir depuis des mois.

Le conflit qui s'est déroulé à la SNCF est particulièrement significatif. Il témoigne tout autant de la dynamique et des potentialités des luttes que de ses difficultés et de ses limites actuelles par rapport à la situation générale.

LA COMBATIVITE OUVRIERE S'ETEND ET S'APPROFONDIS

La grève à la SNCF a clairement concrétisé les tendances à l'élargissement et à l'approfondissement de la colère et de la combativité existant au sein de toute la classe ouvrière et qui s'étaient déjà manifestées ces derniers mois chez les ouvriers de Dunkerque, de la Ciotat, de Nantes, du fait :

- que la lutte des conducteurs de train a été engagée de leur propre initiative, hors de toute consigne syndicale ;
- que cette lutte s'est étendue très rapidement en faisant tâche d'huile. En quelques heures, elle devenait la grève la plus massive enregistrée dans ce secteur depuis 1968.

Elle a démontré ainsi :

- la perte d'illusions croissante et le sentiment de défiance envers les appareils syndicaux qui se développent dans toute la classe ouvrière ;
- la détermination, affirmée de façon active, à riposter par la lutte aux attaques toujours plus fortes de la bourgeoisie ;
- la tendance à l'unification des ouvriers comme condition concrète, nécessaire et possible du développement actuel de la lutte de classe.

Les faits sont révélateurs :

La grève éclatait deux jours à peine après une "journée d'action" syndicale très peu suivie et à la suite d'une décision de la direction d'effectuer des vérifications supplémentaires de connaissance en matière de consignes de sécurité auprès de tous les agents de conduite.

Ceux-ci devaient être convoqués individuellement et subir ces tests en présence de deux cadres de direction, bien que les conducteurs soient déjà

astreints trimestriellement à subir ce type de contrôles. Ces contrôles supplémentaires venaient d'être adoptés sous l'égide du gouvernement, avec l'accord, l'aval complet de tous les syndicats, au nom de "la lutte contre les accidents de train" qui s'étaient produits à trois reprises au cours de l'été, faisant au total 83 victimes. De tels accidents étaient à l'évidence le résultat de la politique de l'ensemble de la bourgeoisie qui ne cesse, là comme ailleurs, de supprimer des emplois à un rythme sans précédent de 1000 personnes par mois depuis un an, de ramener de 2 à 1 seul conducteur, tout en accroissant les charges et cadences de travail du personnel, "d'économiser" sur le matériel de sécurité, qui a par ailleurs en quelques années, réduit une large partie du réseau ferroviaire à des voies uniques.

(Nous dénonçons cela dans RI N° 137 : "La gabe - gie criminelle du capitalisme", auquel nous renvoyons pour des éléments plus détaillés.)

Vouloir en plus leur faire endosser cette responsabilité, c'en était trop pour les roulants : le 30 septembre au soir, la colère se manifestait chez les mécaniciens du dépôt SNCF de Chambéry qui se mettaient massivement en grève par solidarité envers un de leurs camarades refusant de prendre son travail et de se rendre à la convocation de contrôle de la direction.

Le 1er octobre, le mouvement de grève s'étendait très rapidement à toute la Savoie et à la Haute-Savoie, à la région lyonnaise, mais gagnait en même temps le Nord et la Bretagne, comme le sud du pays, pour atteindre en fin de journée, les principales gares de la région parisienne. Le 2 octobre, le trafic ferroviaire se retrouvait quasiment paralysé : 18000 conducteurs étaient en grève.

La réaction de la bourgeoisie allait être tout aussi significative : le 3 octobre, "tout rentrait dans l'ordre", suite à une négociation-éclair entre la direction de la SNCF et les syndicats, initiée par le gouvernement. La direction "consentait" à reporter la mise en application des contrôles supplémentaires et "promettait" de renégocier les conditions de sa mise en vigueur avec les syndicats. Proclamant qu'il s'agissait là "d'une victoire", d'un "recul de la direction", les syndicats appelaient immédiatement "les salariés à décider démocratiquement dans les assemblées, dépôt par dépôt, la reprise du travail". La grève était brisée au bout de 48 heures. En plusieurs endroits, les conducteurs ont essayé de poursuivre le mouvement, en manifestant leurs "doutes" sur la victoire obtenue - certains n'hésitant pas à "sortir" les syndicats de l'assemblée générale, comme à Toulouse - ne finissant par renoncer à la lutte que pour cause d'isolement.

LES LIMITES ACTUELLES DE LA LUTTE OUVRIERE FACE AUX MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie n'avait pas tardé à prendre la mesure des risques qu'elle courait en laissant se prolonger et se développer un tel conflit dans un secteur vital pour son économie, alors que la question de l'élargissement de cette grève aux autres catégories de personnel SNCF, était directement posée. Le risque de "contagion" était, pour elle, d'autant plus grand qu'un mécontentement sur des problèmes similaires s'exprimait simultanément à la RATP, avec "la réforme des tableaux horaires" imposant de plus lourdes charges de travail pour les chauffeurs de bus (au dépôt de Pavillons-sous-Bois notamment, en grève pendant plusieurs jours) et dans le métro (particulièrement sur la ligne Balard-Créteil et la ligne de Sceaux du RER, "perturbées", par des grèves durant 15 jours). La grève menaçait de s'étendre très vite à tous les transports publics, cela, sans compter sa valeur d'exemple pouvant catalyser le mécontentement général existant dans l'ensemble de la classe.

Dans ce cadre, la bourgeoisie n'a cessé de masquer, de dénaturer, de chercher à évacuer dans la tête de tous les ouvriers la mobilisation présente dans le conflit et le besoin comme les potentialités d'extension de la lutte.

C'est toute la presse qui a joué un rôle éminentement actif pour cela :

D'abord elle a présenté la grève comme une simple perturbation localisée du trafic ferroviaire (comme elle a pu le faire à la RATP). Puis, ne pouvant plus dissimuler l'ampleur, ni la réalité du mouvement, elle a essayé de renvoyer - sans grand succès - une image impopulaire de cette grève, en multipliant des interviews d'usagers mécontents. Enfin, elle a cherché à en minimiser la portée et à la dénaturer totalement en l'assimilant à un baroud de conscience professionnelle et de fierté corporatiste jalousement préservée pour cautionner en dernier lieu le mensonge d'un recul de la direction et du gouvernement et souligner de façon lancinante, "avec soulagement", "le rapide retour à la normale".

Mais c'est la réaction et le travail des syndicats qui est le plus symptomatique, en liaison constante avec le gouvernement et la direction.

Dès que la grève a commencé à s'étendre, les 3 fédérations syndicales déposaient un préavis de grève de 48 heures, pour chercher à récupérer le mouvement et lui ôter son caractère de grève sauvage, illégale. Mieux, dans de nombreux dépôts, face à l'extension de la grève en marche, ce sont les responsables syndicaux qui appelaient de nouveaux centres à se joindre à la grève. Mais ce sont eux, les syndicats, qui se sont attachés à cristalliser le conflit, à l'exhiber comme causé par une simple "atteinte à la dignité de la profession", à le particulariser, à en déformer la nature. Ce sont eux qui sont ainsi parvenus à "dissuader" les autres personnels de la SNCF de rentrer dans la lutte en martelant le clou : "c'est une affaire de conducteurs de trains" alors que tous étaient concernés par les mêmes questions des conditions de travail, des suppressions d'emplois, des salaires.

Ils ont pu ainsi limiter le mouvement et son extension à la corporation des roulants avant de le stopper.

(SUITE P. 5)

PAS DE TEMPS MORT POUR LES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES

■ Dure est cette rentrée sociale. C'est sur tous les fronts que la classe dominante lance son attaque : licenciements massifs dans tous les secteurs, baisse du pouvoir d'achat, renforcement de la discipline sur les lieux de travail (surveillance horaire et congés maladie), accélération des cadences. Aujourd'hui l'attaque se précise et se concentre.

Le projet de loi sur la "flexibilité de l'emploi" que concocte le gouvernement ne laisse sur ce plan aucun doute. Désormais chaque branche professionnelle peut aménager le temps de travail. Derrière ce vocable, ce n'est pas une souplesse horaire, une liberté de travail, un travail à la carte, une autonomie dans le choix des jours ouvrés pour les ouvriers comme peut le faire croire à grands coups de campagnes médiatiques le gouvernement socialiste, c'est laisser les coudées franches aux entreprises pour permettre une plus grande souplesse, mobilité de l'appareil productif et concentrer l'attaque en fonction des seuls besoins de la production. Désormais, le temps de travail des ouvriers peut excéder 39 heures par semaine pendant certaines périodes de l'année sans que l'entreprise ait à payer les heures supplémentaires en salaire puisque la moyenne annuelle du temps de travail importera. Pour les entreprises qui n'adoptent pas l'annualisation du temps de travail, un garde-fou est proposé, les heures supplémentaires ne seront plus payées en salaire mais compensées en taux horaire. Enfin, si jusqu'à présent les ouvriers qui travaillent le week-end avaient le vendredi payé en heures supplémentaires, maintenant il est payé au taux normal. Autrement dit, on laisse une plus grande marge de manœuvre aux entreprises en rendant la main-d'œuvre plus malléable, en faisant des économies sur le dos des ouvriers, pour eux ce n'est que baisse de salaire et exploitation accrue.

A cette flexibilité, s'ajoute la mobilité de l'emploi qui n'est rien d'autre que la mise au pied du mur des ouvriers : ou accepter les mutations dans tous les sens à l'intérieur du groupe ou licenciements secs. C'est ce qui vient d'être infligé aux 424 ouvriers de Peugeot à La Rochelle qui ont refusé leur mutation pour Mulhouse. C'est ce qui tombe et se prépare à la CIT-Alcatel, Thomson, CGE, Valeo et d'autres encore. Pour les ouvriers qui acceptent la mutation, c'est l'assurance de ne plus retrouver le même poste de travail et l'incertitude une fois là-bas de garder son emploi. Par ces attaques, le capitalisme tente de rentabiliser son appareil productif. Il élimine tous les obstacles légaux susceptibles de gêner sa liberté de mouvement. Il abat les barrières traditionnelles qui l'empêchent de manœuvrer à sa guise. Ce n'est plus les jeunes, les chômeurs, les femmes, tel ou tel secteur, c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée, c'est l'ensemble des travailleurs qui sont mis dans une situation de précarité où l'incertitude devient loi.

La classe exploiteuse aiguise son attaque mais à un autre niveau. Face au déficit du régime d'assurance chômage (l'UNEDIC) évalué à près de quatre milliards pour l'exercice en cours et au prochain gouffre de la sécurité sociale estimé à trente milliards pour 1986, les négociations entre Etat, patrons et syndicats alimentent l'offensive. Comment combler les déficits ? A les entendre, c'est un vrai casse-tête chinois. Pourtant, si on se rappelle, ils ont su rééquilibrer le budget des trois dernières années de la sécurité sociale. Ils n'ont pas hésité en matière de maladie à instaurer le forfait hospitalier, à réduire le nombre de lits hospitaliers, à réduire le taux de remboursement de certains médicaments (1979 au total), à augmenter le taux des cotisations des salariés (le 1 % entre autres), à ne pas revaloriser les

retraites (en 84 : les retraités ont perdu officiellement 2 % de pouvoir d'achat), à laisser jusqu'en octobre les seuls salariés à contribuer à la revalorisation des fins de droits. Cela montre clairement que le système financier des prestations et assurances sociales est alimenté sur le dos de la classe ouvrière. Quand on sait aujourd'hui que 2 000 chômeurs c'est 9 milliards de cotisations en moins pour la sécurité sociale, que c'est 2 000 personnes de plus qui viendront frapper à la porte de l'assurance-chômage. Quand on sait que la chute des effectifs salariés se poursuit de manière inexorable et que le nombre de chômeurs va connaître une ascension vertigineuse, au moment où le nombre des travailleurs actifs sera inférieur au nombre des travailleurs non actifs ; alors ce ne sera pas une fissure, mais un démantèlement général des caisses et régimes. Et en guise de prestations, ce sera plus de prestations du tout, en guise de retraites, plus de retraites du tout. Pour l'heure, pour parer au plus pressé, on replâtre avec la chair vive de la classe ouvrière. Ce n'est pas la réduction des frais de gestion, ni la demande faite à l'Etat du rééchelonnement de la dette contractée en 1984 et la suspension du remboursement du capital jusqu'à la prochaine convention (mars 86) qui épongeront le déficit de l'UNEDIC. Ce n'est pas par un transfert de charges sur les mutuelles ou sur l'Etat que la sécurité sociale évitera la plongée. Broutilles tout cela. La grosse saignée c'est sur la classe ouvrière, soit par une ponction directe : nouvelle augmentation des cotisations, nouvelle stagnation des indemnités, nouvelle réduction des prestations, soit par une ponction "indirecte" : augmentation des charges patronales. Car ce n'est pas les ergotages honteux d'une CFDT complice ou l'intransigence apparente d'une CGT "radicale" qui feront oublier que la part du profit pris aujourd'hui pour les cotisations patronales sera rattrapée demain par une exploitation encore plus féroce.

Cette intensification de l'attaque aiguise inégalement les antagonismes de classe et illustre cruellement que les intérêts de la classe ouvrière sont opposés aux intérêts du capital.

S.K.

JOURNEE DU 24 OCTOBRE DE LA C.G.T.

UNE JOURNEE POUR DISSUADER LES OUVRIERS DE LUTTER

■ Aujourd'hui, où il existe un mécontentement de plus en plus profond parmi les ouvriers dû aux coups de boutoir de la crise qui touche toutes nos conditions de vie (1), une méfiance croissante et justifiée vis-à-vis des syndicats, une volonté d'agir qui s'exprime dans les luttes actuelles en France (2), la CGT a organisé le 24 octobre "une journée inter-professionnelle d'action nationale devant donner lieu à des réunions, des grèves, des manifestations dans les différentes villes". Pour Krasucki : "Cette journée d'action est un moyen d'aider ceux qui luttent et de mettre aux autres le pied à l'étrier pour qu'ils sentent qu'ils sont forts, beaucoup plus forts qu'ils ne le croient". Tout cela n'est que mensonges sur mensonges ! Contrairement à toutes ces belles phrases d'appel à la lutte, la CGT - en tête de l'offensive contre la classe ouvrière qui s'est concrétisée particulièrement à Renault (cf. éditorial) - a voulu à travers cette journée poursuivre le même travail de démoralisation et de déboussolement des ouvriers.

UNE STRATEGIE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

Depuis le retour du PC dans l'opposition qui (avec l'appui de la CGT) appliquait au gouvernement si bien les mesures d'austérité ! le gouvernement, les partis politiques, les syndicats, les médias ont tout fait pour donner l'image d'une CGT "isolée, qui lutte" ! Ainsi, par exemple, FO traite la CGT "d'irresponsable jusqu'au-boutiste", la CFDT condamne "ses actions illégitimes", la CFTC "ses manœuvres politiciennes"... Quant à la CGT elle-même, depuis des mois, elle multiplie ses critiques contre le patronat, le gouvernement. Elle multiplie les journées d'action, les opérations commandos, les déclarations "radicales" et ne cesse pas de répéter qu'elle seule lutte contre tous, "qu'elle est la seule à le faire et à pouvoir le faire" (Krasucki, "Face au public").

Tous ces discours ne visent qu'à dire aux ouvriers : la lutte ouvrière, c'est la lutte avec la CGT. Elle utilise et renforce ainsi leur méfiance grandissante et justifiée envers ces "faux-amis" que sont les syndicats - et particulièrement la CGT - pour la retourner contre eux. Et si les ouvriers ne suivent pas la CGT, s'ils ne luttent pas derrière elle, c'est parce qu'ils ne veulent pas se battre ! C'est parce que la "lutte de classe appartient au passé" ! C'est cette manœuvre qui vient encore d'être utilisée lors de l'appel à la journée d'action du 24 octobre.

POURQUOI UNE "JOURNEE INTER-PROFESSIONNELLE D'ACTION" ?

Depuis ce printemps, les appels aux "journées d'action" de la CGT touchaient un secteur particulier, les uns après les autres, une branche professionnelle, etc. (comme le 10 mai à Renault, le 27 mai dans la fonction publique,...). Si aujourd'hui, cet appel est lancé à une échelle plus large puisque la journée se prétend "inter-professionnelle", ce n'est pas un hasard.

- Parce que la crise touche de manière de plus en

plus aiguë tous les secteurs. Les attaques économiques qui s'étendent parmi toute la classe ouvrière accroissent et approfondissent partout le mécontentement. La CGT, dans ces conditions, ne pouvait plus se contenter de diriger son tir sur un seul secteur.

- Parce que ce mécontentement s'accompagne d'une colère et d'une combativité qui vont s'exprimer notamment dans les grèves sauvages à la SNCF qui vont s'étendre dans les 24 heures comme une traînée de poudre (3). Ce n'est pas un hasard non plus si c'est le soir même où cette lutte bat son plein (le 30 septembre) que la CGT se décide "après des mois de réflexion" à lancer cet appel. La bourgeoisie a eu peur du danger d'extension. Elle est parfaitement consciente qu'une "étincelle" peut suffire à mettre le feu aux poudres.

Il devenait donc urgent pour elle d'avoir une CGT encore plus radicale pour mieux coller aux mouvements présents et à venir. De plus, - cette journée d'action inter-professionnelle est ainsi appelée sur une échelle plus large afin de prévenir tout surgissement spontané des luttes, toute tendance à l'extension en prenant les devants par des appels à l'action DEMOBILISATEURS.

Enfin, face à la colère et au mécontentement grandissants, la bourgeoisie a voulu renforcer - grâce à la CGT - sa stratégie d'écoeurement, de déboussolement et de découragement à un niveau plus large.

LE 24 OCTOBRE, UNE MANOEUVRE DE PLUS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

C'est après la manœuvre réussie à Renault (4) que l'appel "flou", "vague" du 24 octobre, décidé lors de la grève des cheminots, va prendre la forme d'une opération publicitaire pour la CGT et permettre à la bourgeoisie d'enfoncer le même clou : les ouvriers ne veulent pas se battre, ils sont découragés.

Avec des mots d'ordre à apparence mobilisateurs : "nous appelons les salariés de toutes catégories... actifs, retraités ou chômeurs, à exprimer ensemble leur détermination", "on vous dit tellement que vous êtes bons à rien... alors montrez que vous existez et que vous savez vous défendre", la CGT a organisé, en vérité, la DEMOBILISATION :

- en jouant tout d'abord sur la méfiance vis-à-vis d'elle de la part des travailleurs. Elle sait qu'elle ne rassemblera pas des foules et elle s'y emploie. Dans les manifestations, par exemple, ne participeront essentiellement que les "communaux" et ses délégués. Elle ne fera même pas déplacer ses adhérents "peu enthousiastes" et qu'elle perd d'ailleurs de plus en plus ;

- par ses propositions mêmes de formes d'action. D'abord, elle annonce de "nombreuses grèves de 24h" alors que la majorité des travailleurs ne veulent pas perdre le prix d'une journée de travail pour... RIEN ! Ensuite, les différentes fédérations annonceront dans chaque secteur (bien séparément !) des propositions de grèves pouvant aller, par exemples, de "1 heure minimum" (sic) dans les arsenaux, de "1 heure à 24 heures" dans la chimie, le papier carton, de "2 heures, une demi-journée ou 24 heures" dans les organismes sociaux... et ainsi de

suite ! Pas étonnant que bien des fois, lorsque le délégué syndical se présentera sur un lieu de travail avec sa proposition : "combien voulez-vous ? 1 heure ? 2 heures ? etc.", les travailleurs répondront : RIEN !

- Par ses revendications. Si la CGT est obligée de mettre aujourd'hui sur ses slogans "non aux licenciements et aux baisses de salaires", elle n'oublie pas d'ajouter "contre la politique de casse, de déclin" et, bien sûr, "...les libertés syndicales". Et que propose-t-elle à la place ? On l'a vu lorsqu'elle soutenait son parti frère, le PC au gouvernement, toutes les mesures d'austérité qu'il appliquait et les plans de licenciement qu'il signait. Au moment du blocage des salaires en juin 82, lors du second plan de rigueur de mars 83, la CGT - et pour cause ! - ne bronchait pas. NON ! Beaucoup d'ouvriers ont fait l'expérience de ces fausses promesses, ils ne se mobilisent plus dans ces impasses.

- Par ses faux appels au "rassemblement des travailleurs", "tous ensemble au coude à coude le 24", "unissez-vous et agissez". En réalité, elle travaillera soigneusement, tout au contraire, à ISOLER, DIVISER, PARALYSER les ouvriers. Ainsi, par exemple, jusqu'au dernier moment, elle se garde bien de mentionner et de proposer les lieux et les heures de rassemblement. Elle ne le fera que juste 2 ou 3 jours avant le 24 octobre et alors que les ouvriers sont encore sous le choc provoqué par le coup porté à Renault ! Ensuite, rien qu'à Paris, pas moins de 4 rassemblements sont prévus, dispersés aux quatre coins de la capitale, devant converger, après des kilomètres de "balades" à 11 heures à République et ... pour continuer encore la "balade" jusqu'à St-Augustin !

. Et là encore, dans bien des lieux de travail, le fameux "rassemblement à République" est annoncé juste la veille de la journée !

. Quant à l'unité dans les rassemblements, elle consistera à défiler chacun derrière "sa" banderole, "son" secteur, "sa" profession...

- Enfin, pour parachever la division et sa mascarade de lutte, la CGT prend soin d'éviter tout risque de débordement. L'exemple le plus criant est justement celui de Renault. Alors que Krasucki annonçait avant la fin du mouvement au Mans "comme à Renault depuis des mois, les ouvriers du Mans ne sont pas effondrés, ils préparent la journée d'action du 24 octobre", le 24 justement, la CGT "n'appelle pas à l'action les ouvriers de Renault au Mans afin d'éviter l'affrontement de rancœurs trop fraîches" ! Les usines de Flins et de Sandouville ne seront pas appelées non plus - et pour les mêmes causes - à participer à la journée. Oui, Krasucki est un menteur, un fossoyeur de la lutte de classe, et la plupart des ouvriers s'en rendent de plus en plus compte. C'est pourquoi d'ailleurs, à Cléon, (comme dans la majorité des secteurs et des usines), l'appel à un débrayage de 2 heures sera suivi par à peine 4,37% des salariés !

QUELLE ALTERNATIVE AU "FAUX CHOIX" : NE PAS LUTTER OU LUTTER AVEC LA CGT ?

NON ! La lutte n'est pas de se "se balader" chacun derrière "sa" banderole en chantant "Fabius, la CGT t'a eu". Cette "journée d'action" a voulu être et a été une mascarade de lutte. De plus, ce n'est pas vrai, les ouvriers n'ont pas eu Fabius (et l'ensemble de la bourgeoisie). Ils n'ont pas bougé, c'est le but de la manœuvre ! Et ainsi, ils ne peuvent pas contrer les attaques qui s'accroissent et s'accroissent.

(SUITE P. 5)

DU CONGRES DE TOULOUSE AUX LEGISLATIVES LE P.S. UNI POUR RETOURNER DANS L'OPPOSITION

Il est bien difficile d'intéresser tout particulièrement les ouvriers au cirque électoral, et cela constitue un problème pour la bourgeoisie. C'est pourquoi les habituelles promesses électorales et autres grands projets économiques qui n'illusionnent plus ont fait place à l'exploitation spectaculaire des scandales : parmi ceux-ci, le battage autour de Le Pen tient une place de choix. Les médias avaient déjà entraîné le "raciste bourreau de la guerre d'Algérie", d'européennes 84 en cantonales 85. Aujourd'hui c'est toute la bourgeoisie qui tient à se démarquer, à condamner Le Pen, le pendeur de ministres, y compris la droite jusque-là hésitante. Tous aujourd'hui vous donnent en pâture l'ignoble personnage, vous invitent à vous prononcer : se taire, c'est approuver Le Pen. Eux, les bons partis. Le Pen, le mauvais parti, voilà l'enjeu sur lequel on vous invite à réintégrer les urnes démocratiques.

■ Les échéances bourgeoises des législatives de 86 sont proches ; plus que jamais, la bourgeoisie s'y prépare. Plus que jamais, elle a devancé l'ouverture "officielle" de la campagne électorale : sondages, débats sur la "proportionnelle", la "cohabitation" se succèdent avec plus ou moins de virulence.

Trempe depuis presque 5 ans dans les responsabilités gouvernementales, le PS se devait tout particulièrement d'utiliser son Congrès pour se préparer à l'échéance de 86. Cinq ans de gouvernement ont largement entamé la crédibilité d'un parti que la bourgeoisie avait mis 10 ans à mettre sur pied. C'est pourquoi le PS devait mobiliser toutes ses énergies pour tenter d'éviter l'éclatement, pour

réagir à la menace de devenir un simple appareil croupion. C'était tout le sens des traficotages du système électoral. C'est tout le sens des incantations à l'unité du discours d'ouverture de Mitterrand : "Soyez unis. Votre diversité fait votre richesse, vos débats prouvent votre vitalité. Votre unité fait votre force : sachez la préserver". Et après les déchirements Rocard-Jospin, Jospin-Fabius, une soudaine et spectaculaire unanimité est ressortie du congrès de Toulouse. On a su taire les divergences ou plutôt, comme l'a suggéré Rocard, on a "laissé un certain nombre de problèmes ouverts".

La synthèse unitaire c'est avant tout se démarquer de l'assimilation droite-PS. "Si le score minimum aux élections ne nous mettait pas en position d'entraîner, de créer une dynamique de gauche dirigée par nous, nous serions dans l'opposition, nous ne ferions pas l'alliance à droite, nous ne servirions pas de force d'appoint à la droite". Voilà ce qu'exprimait Jospin pour le PS.

Mais il est pour le moins cocasse qu'à quelques mois des élections, le congrès d'un parti au gouvernement pose les choses en terme "d'échec électoral", "d'après-élection", de la "nécessité de transformer ce parti en parti de masse", de la "nécessité de se lier au salariat". Bref de se préparer à retourner dans l'opposition en tentant de limiter les dégâts. La raison fondamentale, la fameuse synthèse y répond haut et net par la bouche de Jospin : "Si (transformer le PS en un véritable parti social-démocrate) c'est accroître nos liens avec le salariat et avoir plus d'ouvriers dans nos rangs, c'est engagé. Parti de classe, je

ne sais pas, mais parti lié au salariat, c'est indispensable. Le pays a besoin d'une grande force progressiste de caractère socialiste (...) parce que, à gauche, le paysage politique n'est plus ce qu'il était".

Voilà le cœur du problème auquel se heurte l'ensemble de la bourgeoisie : le pays (sous-entendu la bourgeoisie), a besoin d'une "grande force progressiste" (c'est-à-dire d'une force d'opposition au verbiage radical) efficace pour contrôler la riposte ouvrière.

Certes le PC est sorti du gouvernement, certes depuis il a accompli au mieux son rôle anti-ouvrier, aidé en cela par la CGT (voir article de première page). Mais dans un contexte où l'attaque anti-ouvrière va s'accroître nettement (le PS est particulièrement au courant, lui qui a préparé, planifié les plans de licenciements entre autre), le PC ne peut jouer seul cette fonction.

Il faut ratisser large, il faut tâcher de se redonner une image ouvrière, il faut, comme dit le PS "réhabiliter le paysage politique de gauche".

Voilà la signification du congrès de synthèse, voilà ce que tous les courants du PS ont bien entendu. L'œuvre qu'ils ont décidé d'accomplir à l'unanimité c'est celle de la préparation à une sortie du gouvernement au profit d'une tâche nécessaire pour la bourgeoisie, dans l'opposition. Une fonction qui va lui être d'autant plus difficile que les quasi 5 ans de pouvoir ont largement entamé son "auréole ouvrière". C'est à cette fonction, que le congrès de Toulouse s'est orienté vers l'après-élection. C'est dans le but de tenter de se réorienter demain vers un "large parti de masse" un minimum crédible aux yeux des travailleurs que le PS laisse planer un silence douteux sur le bilan de la politique menée depuis plus de 4 ans. Mais pour les travailleurs, une chose est certaine, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition, qu'il sorte uni ou non de son congrès, le PS n'en demeure pas moins un parti de la bourgeoisie contre les ouvriers.

M.O.

L'INTERVENTION DU C.C.I. DANS LA "JOURNEE D'ACTION" DU 19 OCTOBRE EN R.F.A.

■ Après le sabotage réussi des grèves des ouvriers de la métallurgie et de l'imprimerie du printemps dernier, après que les syndicats aient fait tout leur possible pour éviter le surgissement d'autres mouvements de classe, la Fédération syndicale allemande (DGB) a annoncé tout d'un coup, au début de l'été, la préparation d'un "automne chaud" de la lutte de classe. Il a annoncé et promis une série d'actions exemplaires de "classe" pour les mois de septembre et octobre : des manifestations de masse, des actions de protestation, des agitations de rue, des assemblées massives dans les usines. Toutes ces manifestations devaient montrer la "résistance puissante" des ouvriers contre le "chômage massif", le "démontage social", les "attaques contre les droits des ouvriers" !

La détermination des syndicats pour "mobiliser" les ouvriers s'est révélée très rapidement être un mensonge : après avoir fait ces proclamations à grand renfort de publicité, le DGB s'est ensuite tu pendant 2 mois ! et durant le mois de septembre, à la place des "actions de masse" prévues, il est allé "négocier" avec le gouvernement et la Fédération du patronat sur une soi-disante politique pour "surmonter le chômage" ! Pendant 2 mois (septembre, octobre), à chaque expression de mécontentement ouvrier, le DGB répondait : "attendez les mobilisations prévues !". Quand le DGB est finalement descendu dans la rue pour le 19 octobre, les 2 mois "d'automne chaud" prévus étaient réduits à un froid et unique samedi matin.

QUE S'EST-IL PASSE LE 19 OCTOBRE ?

Les syndicats ont organisé des manifestations dans 19 villes en Allemagne, en divisant les ouvriers région par région, ville par ville, et en plus, corporation par corporation à l'intérieur de chaque manifestation. Malgré les chiffres affirmés par le DGB : 600 000 personnes aux manifestations, 2 manifestations seulement ont été massives, à Dortmund : 100 000 personnes (manifestation pour la région nord de la Ruhr et de la Westphalie, la plus grosse concentration industrielle avec 20 millions d'habitants), à Stuttgart : 150 000 (région où le taux de chômage est le plus bas). Il n'y a pas de doute sur le fait que le DGB a réussi son objectif : diviser les ouvriers qu'il prétend rassembler, unir. Il a réussi à ce que les ouvriers les plus combattifs, les plus décidés ne viennent pas aux manifestations. Il a réussi à démobiliser temporairement la classe ouvrière.

Parce que les ouvriers connaissent bien ce que signifient les manifestations syndicales : des "enterrements" couronnés par le "speech" du dimanche après-midi, le DGB est arrivé à cacher ainsi la seule véritable alternative :

- ou rester isolé et passif chez soi et être inévitablement battu ;
- ou venir dans ces manifestations pour se grouper activement et faire de ces rassemblements de réels moments de lutte.

Ces manifestations organisées le 19 octobre ont exactement le même but que les journées d'action dans les autres pays. Elles sont parties intégrantes de la stratégie actuelle des Etats capitalistes contre la classe ouvrière. Elles ont été planifiées pour avoir lieu avant l'hiver, avant que la récession économique mondiale ne touche l'Allemagne, avant une mise au chômage massive, et que des attaques contre les conditions de vie soient annoncées. Tous ces efforts cherchent à démoraliser les ouvriers et à leur faire accepter le renforcement des mesures d'austérité et de licenciements.

Le CCI est intervenu dans les manifestations avec sa presse et par mégaphone ; il a tenu des réunions publiques à Dortmund et à Hambourg. Plusieurs semaines avant les manifestations du 19, nous avons distribué un tract aux portes des usines de la Ruhr et à Hambourg ainsi qu'aux ouvriers au chômage dans cette dernière ville pour les appeler à transformer les manifestations en véritables journées de lutte.

Dans les manifestations elles-mêmes, nous avons distribué un tract pour appeler les ouvriers des différentes usines, corporations, villes et les chômeurs à se rassembler pour discuter des moyens de la lutte, à tenir leur propre meeting et à prendre en charge leur lutte.

POURQUOI CETTE ORIENTATION ?

La question essentielle pour appeler à transformer ces journées d'action syndicales n'est pas : "est-ce que celles-ci sont appelées par les syndicats ?" ; à l'heure actuelle, la bourgeoisie est mobilisée en permanence pour saboter les luttes ouvrières : les grèves, les manifestations etc. Chaque fois qu'il y a des tentatives d'actions spontanées des ouvriers, elles rencontrent immédiatement, sur ce terrain, les syndicats (cf. : grève de la SNCF en France). Dans la situation actuelle, les syndicats sont poussés à organiser des grèves et des actions sous la pression ouvrière d'autant qu'avec la crise économique heurtant une classe ouvrière non défaite, la pression va s'accroître.

Depuis le début des années 80, le DGB a déjà perdu plusieurs centaines de milliers de membres et la méfiance des ouvriers s'est accrue avec le sabotage des grèves dans la métallurgie, dans l'imprimerie et avec l'utilisation de la revendication des 38 heures et demi. Maintenant les syndicats craignent que, face à la simultanéité croissante des attaques, les ouvriers développent le besoin de l'unité. A Cologne, par exemple, trois grandes usines situées à quelques kilomètres seulement les unes des autres (Ford, Esso, Wuppertal-Krupp) sont chacune menacées de licenciements massifs. Cette crainte est justifiée, une semaine avant le 19 octobre, des milliers d'ouvriers de Krupp menacés par les licenciements, se sont rassemblés pour manifester ensemble et, quelques jours auparavant, une grève éclatait non loin de là dans l'usine Krupp de Bochum.

C'est face à une telle situation que les syndicats sont obligés d'appeler les ouvriers à se "rassembler", pour lutter, pour mieux saboter ces rassemblements par tous les moyens possibles. A la différence des années 70, où la social-démocratie était capable de "mobiliser" les ouvriers derrière "sa" perspective : les élections, la défense de la législation sociale, la co-gestion, la défense du gouvernement socialiste de W. Brandt, il devient aujourd'hui de plus en plus dangereux de mobiliser sur le terrain de la lutte contre le chômage. Ce terrain porte en lui la remise en cause du système capitaliste lui-même. C'est pourquoi notre appel à la classe ouvrière pour se rassembler et manifester massivement contre le chômage et l'austérité est un appel à développer l'unité nécessaire des luttes.

C'est face à une telle situation que les syndicats sont obligés d'appeler les ouvriers à se "rassembler", pour lutter, pour mieux saboter ces rassemblements par tous les moyens possibles. A la différence des années 70, où la social-démocratie était capable de "mobiliser" les ouvriers derrière "sa" perspective : les élections, la défense de la législation sociale, la co-gestion, la défense du gouvernement socialiste de W. Brandt, il devient aujourd'hui de plus en plus dangereux de mobiliser sur le terrain de la lutte contre le chômage. Ce terrain porte en lui la remise en cause du système capitaliste lui-même. C'est pourquoi notre appel à la classe ouvrière pour se rassembler et manifester massivement contre le chômage et l'austérité est un appel à développer l'unité nécessaire des luttes.

LES DIFFICULTES RENCONTREES POUR TROUVER LE CHEMIN DE LA LUTTE ET DE L'UNITE

A Hambourg, le CCI a tenu sa réunion publique dans le local des "Initiatives de chômeurs" qui est une des expressions les plus avancées en Europe des regroupements de chômeurs (cf. R.I.

N° 137). Ces comités de chômeurs avaient tenté d'imposer leur présence à la manifestation du 1er mai et s'étaient retrouvés au coude-à-coude avec les ouvriers actifs contre la police et les syndicats. Mais ils ont refusé, pour la journée du 19 octobre, d'aller aux manifestations "pour ne pas suivre le D.G.B." ! Cette attitude est une illustration parfaite de la méfiance des ouvriers envers les syndicats, en restant chez eux, isolés, ils ont fait exactement ce que voulaient le DGB et l'ensemble de la bourgeoisie. C'est ce que nous avons dit au cours de notre réunion publique aux chômeurs présents. (1)

La capacité des organisations révolutionnaires à assurer leur présence politique pendant ces actions est également un élément important pour transformer les actions syndicales en véritables actions de lutte. A Dortmund, par exemple, alors que les organisations gauchistes portaient les banderoles des syndicats, le CCI était la seule organisation politique qui ait fait entendre la voix révolutionnaire au mégaphone pendant deux heures. C'est ainsi que les nécessités de l'extension de la lutte et de l'auto-organisation de toute la classe ouvrière ont pu être développées. Mais la réaction des ouvriers est restée encore insuffisante : à la fin de la manifestation des dizaines de milliers d'ouvriers ont quitté le meeting au moment même où le DGB a commencé à parler. Les ouvriers ne sont pas encore arrivés cette fois-ci à contester les actions syndicales. Tout n'a pas été négatif car ils n'oublieront pas que seul le CCI disait que le 19 octobre n'a rien résolu et qu'il faut poursuivre la lutte.

Ces incompréhensions ne se rencontrent pas uniquement parmi les ouvriers. Certains de nos sympathisants ont critiqué notre intervention, en disant qu'il valait mieux attendre que le mouvement de classe éclate de façon spontanée et autonome. Ce "conseil" est l'écho des critiques faites par certaines organisations révolutionnaires à notre intervention. Ces "conseils" condamnent les organisations communistes à la non-intervention dans la période présente. Ils les condamnent au néant !

(D'après WELT REVOLUTION, 27.10.85)

(1) Au cours de discussions avec des ouvriers des chantiers navals, nous avons découvert que ces derniers ne sont même pas au courant des luttes des chômeurs d'Hambourg.



LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE

(SUITE DE LA P. 1)

Ce qui a été obtenu au moins momentanément par la bourgeoisie c'est une division des ouvriers des usines Renault entre-eux et à l'intérieur de chaque usine. C'est un manque de confiance accru en leur capacité de s'unir, de lutter, de résister ensemble. C'est une difficulté supplémentaire à pouvoir réagir massivement face à l'attaque des conditions de vie qui va se renforcer dans les semaines et les mois à venir. C'est plus généralement à travers toute la propagande à laquelle ont donné lieu ces événements, l'augmentation des doutes parmi tous les ouvriers, dans tous les secteurs, sur la volonté des autres ouvriers de vouloir se battre, sur leur capacité de chercher et obtenir quand une lutte éclate à un endroit la solidarité active vitale des autres ouvriers.

C'est l'effacement momentané aux yeux d'un grand nombre de prolétaires actifs ou chômeurs, français ou immigrés, de l'encouragement à lutter et à être solidaire entre ouvriers comme avait pu le fournir la grève à la SNCF.

Ouvriers, cette victoire pour la bourgeoisie, ce revers pour la classe ouvrière, n'a pas été obtenu parce qu'aujourd'hui il n'y a pas en France de réelle combativité dans la classe ouvrière. Elle a été obtenue parce que depuis des mois la bourgeoisie consciente à tous les niveaux, patronat, gouvernement, partis politiques, syndicats, de cette combativité montante, de son caractère massif, s'est engagée pas à pas, à empêcher qu'elle ne s'exprime ouvertement, massivement.

Elle a été obtenue parce que la bourgeoisie a su

exploiter à son profit jusqu'ici, la défiance légitime qui s'est développée dans les rangs ouvriers à l'égard des syndicats et des partis de gauche depuis 68, défiance et hostilité qui s'est aggravée et approfondie au terme de 3 années de gouvernement de chômage et d'austérité PS / PC appuyé par tous les syndicats.

Le fait que les syndicats "appellent" à l'action étant par lui-même un obstacle à ce que les ouvriers s'y engagent massivement, résolument. Le fait qu'ils se présentent comme leur plus sûr soutien, fait obstacle à ce que le maximum d'ouvriers s'en solidarisent.

La bourgeoisie et les syndicats utilisent cette expectative, les hésitations des ouvriers pour mieux isoler chaque lutte, les saboter de l'intérieur et asseoir ainsi l'idée parmi tous les ouvriers qu'il ne sert à rien de lutter, que la majorité des ouvriers ne veulent pas se battre, résister. Les syndicats, CGT en tête, organisent de fausses journées d'action (en fait de division et de démoralisation, où tout est fait pour que les ouvriers les plus combattifs et les plus défiants à l'égard des syndicats ne participent pas, ne fassent entendre leur voix massivement) pour permettre à intervalle régulier, de marteler cette même idée démobilisatrice. (cf. nos articles dans RI sur le 10 mai et sur le 30 mai et dans ce numéro l'article sur le 24 octobre).

Ce qui permet au gouvernement et au patronat de poursuivre et d'accroître leur attaque massive des conditions de vie de toute la classe ouvrière.

Ouvriers, ce revers à Renault, la bourgeoisie a réussi à l'imposer parce que depuis des mois, face à toute cette stratégie d'immobilisation et de découragement planifiée, la grande majorité de la classe ouvrière n'a pas réagi, n'a pas compris la nécessité et la possibilité de faire la preuve collectivement, massivement de sa combativité réelle, de sa défiance profonde envers les prétendus amis de la classe ouvrière que sont les partis de gauche et les syndicats. Aujourd'hui il faut encaisser ce revers. Mais surtout il faut dans les semaines et les mois qui viennent, alors que la bourgeoisie va encore aggraver toute son attaque économique et la contraindre malgré ce revers à riposter, il faut que cette défiance cesse d'être une cause de paralysie. Entre les mains d'une classe ouvrière active, résolue à se défendre pied à pied, cette défiance, cette hostilité, est une arme puissante et redoutable. L'utiliser, l'employer en notre faveur, c'est non seulement nécessaire mais possible. Nous devons le faire. Pour éviter d'autres revers, d'autres défaites encore plus graves que celle que nous venons de subir à Renault en ce mois d'octobre 85, pour que les batailles de ces dernières semaines à Dunkerque, à Pompey, à la Ciotat, à Nantes, à la SNCF, ne soient pas sans lendemain, mais des jalons pour une lutte plus massive, plus unie de tous les ouvriers. C'est possible et il n'y a pas d'autre chemin.

AUSTERITE ET LUTTE DE CLASSE

Des pays développés aux pays sous-développés, l'austérité du capitalisme en crise frappe tous les ouvriers, dans tous les secteurs. Des taux de chômage de 10 % sont à présent monnaie courante, ainsi les USA eux-mêmes avec 8,5 millions de chômeurs, c'est-à-dire 7,1 % de la population active, dans la CEE, un taux de chômage à présent de 11 %. C'est systématiquement dans les pays exemplaires du "Welfare-State" comme les Pays-Bas, la Suède, la Grande-Bretagne que les budgets sociaux, les dépenses de santé sont réduits drastiquement. La liste serait longue des mesures et des attaques tous azimuts que la bourgeoisie mondiale cherche à imposer, et la classe ouvrière connaît la réalité des discours sur la reprise de l'économie, sur son "assainissement" :

- au Japon, ce sont 18 000 licenciements dans les chantiers navals qui sont d'ores et déjà en route et toucheront 150 000 emplois de sous-traitance au nom de la fameuse "restructuration" ;
- en Israël, après que l'Histadrout (centrale syndicale) ait réussi à briser le mouvement de grèves

sauvages de juillet 85 contre les licenciements de fonctionnaires (voir RI n° 135), l'Etat a pu faire passer son "plan d'urgence", consistant dans l'annulation de l'indexation des salaires à l'inflation (en 3 mois, ceux-ci ont chuté de 20 % !) et dans une mise au chômage massive (de 4 à 5 % il y a 3 mois, le taux de chômage est passé à 8 % et atteindrait officiellement 10 % à la fin de l'année) ;

- au Mexique, 28 000 fonctionnaires sont menacés de licenciements et on a pu voir ceux-ci manifester dans les rues, ce qui est exceptionnel dans ce pays ;

- en Bolivie, 110 000 ouvriers se sont mis en grève fin septembre contre la dévaluation du peso bolivien de 95 %, parallèlement à l'imposition du gel des salaires dans un pays où l'inflation annuelle est de 14 000 % !

Mais si la bourgeoisie frappe et cherche à frapper de plus en plus fort, la classe ouvrière montre une détermination grandissante à développer ses luttes, avec de moins en moins d'illusions.

ETATS-UNIS

Alors que la mini-reprise américaine s'est épuisée, et que la récession se développe, la classe ouvrière aux USA montre qu'elle n'est pas disposée à accepter les sacrifices exigés par le capitalisme en crise. Après la grève de l'hôtellerie en juin, celle des camionneurs en juillet, celle de Wheeling-Pittsburg dans la sidérurgie en septembre, c'est au tour des ouvriers de l'automobile dans les usines Chrysler (51 d'entre elles seront touchées) de montrer que la reprise de la lutte de classe s'étend et touche à présent de façon de plus en plus marquée la "locomotive" de l'économie mondiale.

En 1979, 15 000 emplois avaient été supprimés et en 1980, le syndicat de l'automobile (l'Union Auto Workers) avait réussi à faire passer des baisses de salaires, au nom du "sauvetage" de l'entreprise Chrysler et de la sauvegarde de l'emploi, permettant au groupe d'économiser 1 milliard de dollars par an et de faire repartir la marche au profit. Le syndicat avait réussi à faire passer ces accords avec la promesse que les salaires augmenteraient... quand ça irait mieux ! En octobre 1985, les ouvriers ne croient plus dans les promesses et ce sont 70 000 ouvriers aux USA et 10 000 au Canada qui se sont mis en grève le 15 octobre pour exiger des augmentations de salaire dans le nouveau contrat salarial avec la direction. Le syndicat AWW canalisait le mécontentement vers le patron Lee Iacocca (le Georges Besse de Chrysler) et obtenait quelques miettes au bout d'une semaine, c'est-à-dire l'alignement des salaires de Chrysler sur ceux de Ford et General Motors. A l'heure où nous écrivons (27.10), la grève n'est pas terminée ; pourtant il est significatif de noter que la presse bourgeoise en France s'est empressée d'enterrer le mouvement dès le début de cette semaine, parlant de reprise du travail, alors qu'il n'y avait que négociations. Il est vrai que la volonté de plus en plus déterminée de la classe ouvrière, aux USA comme ailleurs, de se battre contre les attaques de la bourgeoisie révèle la faillite du système et que c'est partout que les ouvriers se battent.

BELGIQUE

"Traditionnellement" de calme social, la période électorale en Belgique n'a pas trompé les ouvriers qui n'ont pas cessé le combat comme l'ont montré les grèves dans les postes, dans le métro de Bruxelles et, à l'issue des élections, dans les chemins de fer (SNCF). Dans les postes, les ouvriers ont refusé de distribuer les prospectus électoraux, protestant contre les conditions de travail, les heures supplémentaires obligatoires -qu'ils ne peuvent jamais récupérer et dont le total en Belgique équivaut à 2 siècles !- et les diminutions de personnel. Comme en septembre 83 (voir RI n° 113, sur la grève du secteur public), l'extension s'est faite de façon spontanée mais les syndicats, devant le danger, ont réussi à prendre le contrôle du mouvement en "reconnaissant" la grève tout en divisant les postiers par bureaux de poste, avec des revendications spécifiques à chacun, etc. Mais si la manoeuvre syndicale a réussi dans l'ensemble, les postiers de Mons, de Courtrai, ont continué la grève, ne se contentant pas de promesses, jusqu'à l'embauche effective de personnel.

Le 1er octobre, ce sont les ouvriers du métro de Bruxelles qui se sont mis spontanément en grève contre l'intensification du rythme de travail et la limitation des pauses. Devant le risque d'extension, un accord a été signé rapidement promettant "une amélioration des horaires".

Enfin, à peine les élections terminées, au milieu du mois d'octobre, c'est l'ensemble des cheminots de la SNCB qui se sont mis en grève sauvage contre l'intention du gouvernement de leur taxer rétroactivement les primes de nuit. Les syndicats faisaient immédiatement leurs revendications et réussissaient à faire cesser la grève au bout de 24 heures... avec la promesse du gouvernement d'annuler les mesures.

GRANDE-BRETAGNE/IRLANDE

Alors que la bourgeoisie cherche à nous imposer la vision d'une classe ouvrière défaite après la grève des mineurs, celle-ci montre que ses combats ne cessent pas et que le mécontentement grandit et touche l'ensemble des secteurs.

Ainsi, à peine la grève des cheminots terminée (voir RI n° 137), près de 4 000 ouvriers des chantiers navals de Swan Hunter à Tyneside se mettaient en grève contre les baisses de salaire et les conditions de travail, occupant durant une semaine 4 chantiers navals.

Ce sont également les instituteurs en Angleterre, en Ecosse, en Irlande du Nord et en Irlande du Sud qui lancent des actions de grève contre les baisses de salaire. En Irlande du Sud (Eire), la bourgeoisie leur accordait des augmentations de salaire de 10 %, cherchant en même temps à les séparer du reste de la classe en annonçant le gel total de des salaires pour tous les ouvriers du secteur public dans le pays.

A Liverpool (Angleterre), la mairie (contrôlée par les travaillistes et les trotskystes) réussissait à canaliser le mécontentement grandissant contre l'austérité des 30 000 ouvriers qu'elle emploie vers la défense... de la mairie qui fait tous les efforts pour "résister" aux coupures de budget exigées par le gouvernement.

La classe ouvrière en Grande-Bretagne n'est pas défaite. Au contraire son combat se développe et apparaît clairement aux yeux de tous.

GRECE

Suite à l'annonce du gel des salaires pour 2 ans, qui s'ajoute aux mesures d'austérité prises dernièrement par le gouvernement "socialiste" grec, la plupart des syndicats ont appelé à une grève générale le 21 octobre. Près d'un million d'ouvriers se sont mis en grève à Athènes et à Thessalonique où se trouvent les centres d'activité industrielle les plus importants. Mais il est surtout significatif que la grève générale du 21 octobre vient couronner une période d'intense agitation sociale qui s'était manifestée par toute une série de grèves dans tout le pays. Le langage radical et l'"anti-américanisme", ne font plus recette et, là aussi, c'est à un mécontentement social grandissant auquel la bourgeoisie doit faire face, avec les mesures de plus en plus dures que l'Etat de gauche cherche à imposer à la classe ouvrière.

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

SOMMAIRE DU N° 43 (4e trimestre 1985)

- CAMPAGNES IDEOLOGIQUES CONTRE LA LUTTE DE CLASSE
- LA CRISE ECONOMIQUE DANS LE BLOC DE L'EST LA REVOLUTION DE 1905 : ENSEIGNEMENTS
- CONSCIENCE DE CLASSE (POLEMIQUE)
- OPPORTUNISME ET CENTRISME (DISCUSSION)

JOURNEE DU 24 OCTOBRE

(SUITE DE LA P. 3)

OUI ! Pour contrer toute cette offensive de la bourgeoisie et de ses syndicats, les travailleurs ne doivent pas céder au découragement, ni à la passivité dans lesquels la bourgeoisie veut les enfermer. Ils doivent entrer en lutte partout et UNIS, au-delà des professions, des secteurs, des régions car partout, les ouvriers subissent les mêmes attaques, ont les mêmes intérêts.

OUI ! La lutte est de décider ENSEMBLE dans des assemblées générales ouvertes à tous les ouvriers, aux chômeurs, aux révolutionnaires, de "comment lutter pour combattre cette offensive". Tout cela est possible !

Comme ont commencé à le montrer les combats de Dunkerque, de la SNCF, etc. et de tous ceux qui se déroulent aujourd'hui dans le monde entier (5), NOUS NE SOMMES PAS SEULS.

Aujourd'hui en France, en ne prenant pas résolument cette direction, en hésitant, les ouvriers laissent les mains libres à la bourgeoisie pour poursuivre son offensive et ses manoeuvres anti-ouvrières.

MB

(1), (2), (3), (4) : voir articles dans ce numéro.

(5) Voir articles dans la "Revue Internationale" Nos 40 à 43 et dans les numéros de RI depuis octobre 1983.

GREVE SAUVAGE A LA S.N.C.F.

(SUITE DE LA P. 2)

La facilité relative, la grande rapidité avec laquelle la bourgeoisie a mis en échec la lutte ouvrière à la SNCF montre bien toute la difficulté actuelle des ouvriers à exprimer les besoins de leur lutte de manière collective.

Mais la leçon profonde de cette lutte n'est pas ici.

POUSSER EN AVANT LES POTENTIALITES REVELEES DANS LA LUTTE

Face à la passivité, à la paralysie, à l'absence de mobilisation qu'essaye d'entretenir la bourgeoisie ; face aux manoeuvres de division, d'isolement, d'enfermement, d'atomisation qu'elle multiplie sur le terrain contre les ouvriers, c'est la première fois depuis longtemps, qu'une lutte s'étend si rapidement à tout un secteur. La classe ouvrière devra reprendre cet exemple en dépassant les limites de la corporation auxquelles les travailleurs de la SNCF se sont heurtés.

Cette grève démontre la réelle dynamique présente dans les luttes aujourd'hui. A travers des expressions encore embryonnaires, fragmentaires que l'on retrouve dans la plupart des luttes de ces derniers mois, elle atteste des tentatives et révèle clairement les potentialités contenues dans la situation :

- celles d'exprimer unitairement, collectivement, sa combativité, sa force, de se mobiliser massivement ;

- celles d'étendre ses luttes au-delà de l'entreprise et de la corporation.

C'est cela que la bourgeoisie, lors du conflit de la SNCF, s'est acharnée à masquer, à effacer des regards de la classe ouvrière.

Si cette grève a montré que les manifestations de colère de la combativité ouvrière ne suffisent pas et si elle a laissé les mains libres à la bourgeoisie pour les étouffer, elle indique aussi clairement dans quel sens il faut aller plus loin dans les luttes futures ; elle indique que la classe ouvrière en a les moyens.

Aller plus loin, c'est nécessaire, mais c'est aussi possible dans la réalité d'une confrontation qui s'accélère. La bourgeoisie ne laisse aucun répit dans l'intensification et l'amplification de ses attaques, de son offensive.

Partout, dans tous les secteurs, poussée à renforcer sa détermination à la lutte, à multiplier ses luttes, et à les mener de manière de plus en plus simultanée, placée dans un contexte où la situation continue à mûrir en profondeur, la classe ouvrière doit et peut dépasser le stade des inhibitions, des hésitations, du débousolement où la maintient la bourgeoisie.

La grève de la SNCF a déjà commencé à le montrer. Elle indique à l'ensemble de la classe ouvrière dans quel sens elle peut développer ses luttes à venir :

OUI, il est réalisable d'entrer massivement dans la lutte ;

OUI, il est réalisable d'étendre les luttes.

YD

"DIALOGUE" EST-OUEST DES NEGOCIATIONS DE PAIX POUR MIEUX PREPARER LA GUERRE

■ Que sortira-t-il du nouveau "sommet" USA/URSS sur le désarmement, les 19 et 20 novembre à Genève ? Tout ce qu'on veut, sauf le "désarmement" : là-dessus personne ne se fait plus d'illusion. Depuis 20 ans, en effet, toutes les "Conférences de Genève" de ce type ont invariablement anticipé une étape nouvelle de la sophistication des armes ; elles ont toujours couvert une accentuation de l'effort de guerre des deux blocs impérialistes du monde, et en particulier de leurs leaders, les USA et l'URSS.

Et c'est sans doute parce que le bluff "pacifiste" que représente ce genre de "sommet" ne rencontre plus aujourd'hui l'effet escompté sur les opinions publiques ou alors considérablement moins que durant les années 70- que l'approche et l'enrobage médiatique de la future rencontre Gorbatchev-Reagan sont particulièrement soignés. Depuis quelque temps déjà, on a remarqué que le "cow-boy" Reagan rengainait ses discours anti-soviétiques virulents de la période antérieure pour adopter ce que la "Maison Blanche" appelle aujourd'hui volontiers la "diplomatie de la main tendue à l'URSS". L'effet de cette nouvelle tactique diplomatique des USA, ce serait les propositions que lancent en ce moment Reagan de négocier la solution des conflits impérialistes en cours. Le vague de cette proposition est sciemment calculé pour laisser bien transparaître que les conflits visés ne sont pas ceux qui impliquent directement les USA et leur bloc -au Proche-Orient notamment- mais ceux où intervient l'URSS -en Afghanistan et au Cambodge principalement. A ce genre d'astuce diplomatique qui consiste à cacher une franche attitude agressive sous le masque de la négociation, correspond, du côté de Gorbatchev, ce qu'on appelle "l'offensive de charme" de l'URSS. Au cours de sa récente visite officielle en France, le chef du Kremlin a proposé un marché "sensational" : réduction de 50 % des missiles inter-continentaux russes contre l'abandon par les USA du programme IDS, celui que les médias désignent sous le nom si poétique de "guerre des étoiles". Dans le même temps, Gorbatchev propose à la France et à la Grande-Bretagne une négociation séparée des armements nucléaires en Europe. Ici, il est clair que sous les habits du "charme", Gorbatchev se livre à une intimidation belliciste

directe des Etats Ouest-Européens : "attention, vous allez être les premiers à tâter de nos missiles" !

Tout cet enveloppement "pacifiste" du futur sommet de Genève n'est donc que passe d'armes, littéralement ; loin de signifier que les USA et l'URSS, prenant conscience du risque de s'engager vers une troisième guerre mondiale, voudraient en juguler le risque, leurs tactiques diplomatiques traduisent, au contraire, aujourd'hui leur état supérieur de préparation à la guerre. Du côté américain d'ailleurs, le durcissement de la détermination belliciste est manifeste, au travers de la récente et spectaculaire expérimentation-démonstration par le Pentagone de l'efficacité des "missiles tueurs de missiles". La seule réalité objective qui puisse résider sous l'aspect apparent de l'enchère au pacifisme du côté de la diplomatie soviétique, c'est la position actuellement fragilisée de l'impérialisme de l'Est par rapport à son rival "américain" (voir l'autre article sur la même page). Acculé à la défensive, de plus en plus confiné dans son "glacis", le bloc russe est contraint à chercher une riposte directement vers l'Europe de l'Ouest : voilà le dessous véritable de l'opération de charme Gorbatchev en direction de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Rien que la tendance au recentrage des tensions impérialistes vers l'Europe constitue un engrenage significatif du mécanisme qui achemine le capitalisme mondial vers la troisième conflagration planétaire de ce siècle. Voilà le contexte réel du nouveau "sommet de Genève".

Il faut s'attendre à ce que le sommet Reagan-Gorbatchev relance les campagnes "pacifistes" de masse. Tout dernièrement déjà, une centaine de milliers de gens ont été entraînés à manifester, à Bruxelles, contre l'installation des missiles américains en Belgique.

De telles campagnes pacifistes auront aujourd'hui parmi les autres batailles idéologiques, mais d'avantage qu'eux encore, une fonction bourgeoise précise : celle de tenter de dévoyer de son terrain la reprise générale des luttes ouvrières dans le monde industrialisé.

S.M

LE PACIFISME DU PCF ET DU PS

■ Même aux jeunes générations ouvrières qui n'ont pas forcément le souvenir des crapuleries pacifistes du PS dans son passé, il n'est pas nécessaire de leur démontrer que depuis 1981 ce parti développe une attitude bourgeoisement irréprochable quant à la politique militaire de la France. L'affaire Greenpeace, et plus encore la visite de Gorbatchev à Mitterrand confortent ce jugement. En répondant "niet" à la proposition de négociation séparée du désarmement avec la France faite par le n°1 soviétique, le "socialiste" Mitterrand a surtout marqué la place de la France et son rôle au sein du bloc impérialiste "américain".

Pour le PCF dans l'opposition, la visite de Gorbatchev a été l'occasion de réactiver la propagande "pacifiste" dont il est en France, avant 81 et après 1984, un des plus chauds militants.

Dans une publication exceptionnelle et pompeuse du PC, rendant compte de la déclaration commune Marchais-Gorbatchev, il est lourdement souligné que "sauvegarder la paix est une grande tâche de l'heure". Dans cet objectif, le "PCF et le PCUS réaffirment leur solidarité dans l'indépendance de chaque Parti." Cette fameuse "sauvegarde de la paix" du PC ne fait aujourd'hui que cautionner la politique militaire belliciste de l'URSS.

Ce que veut dire en clair le PCF est immédiatement désigné en photo de page intérieure et en légende de cette photo commémorative de la Résistance "Seconde guerre mondiale", dit la légende, "dans les maquis, dans les camps ou dans les airs (...) Français et Soviétiques ont lutté au coude à coude pour la paix et l'écrasement du nazisme".

Quel que soit le bloc dont ils défendent les intérêts, le PS et le PC, comme la social-démocratie l'a fait en 14, comme les Blum et les Thorez l'ont fait pour la 2^e guerre mondiale, n'hésiteront pas à tout faire pour, demain, tenter d'entraîner le prolétariat dans une 3^e boucherie mondiale, au nom du "pacifisme".

SM

MOYEN-ORIENT

LE RENFORCEMENT DE L'OFFENSIVE DU BLOC U.S.

■ Depuis le début des années 80, le Moyen-Orient est le théâtre d'une accélération brutale des rivalités entre les deux blocs impérialistes, l'URSS et les USA. Ce sont des dizaines, voire des centaines d'êtres humains -essentiellement la population civile- qui sont chaque jour sacrifiés aux appétits meurtriers des grandes puissances dans cette région du monde, aussi bien au Liban, tel que l'ont montré de façon tragique les récents bombardements de Tripoli par les troupes syriennes, qu'en Iran et Irak où la recrudescence des hostilités fait aujourd'hui de ce conflit la guerre la plus meurtrière de la période actuelle.

Si, dans les années 70, c'était surtout le bloc russe qui avait l'initiative des rivalités au Moyen-Orient (en particulier par son soutien militaire à la Syrie et à l'OLP), on assiste aujourd'hui à une gigantesque offensive du bloc US qui s'est notamment concrétisée avec l'invasion du Liban en 82 par Israël et l'envoi de la force multinationale à Beyrouth à la même époque. Cette offensive du bloc US menée au Moyen-Orient depuis le début de la décennie, loin d'être une oeuvre pacificatrice comme voudrait le faire croire la propagande occidentale, va en réalité bien au-delà d'une simple riposte à l'invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'armée Rouge en 79. Il s'agit, en effet, pour le bloc US de déjouer les ambitions du bloc adverse en le cantonnant à l'intérieur de ses frontières, de parachever son encerclement en dépouillant l'URSS de toutes les positions qu'elle a pu conserver jusqu'à présent hors de son glacis direct.

Avec la multiplication des conflits au Liban ces derniers mois, cette offensive occidentale au Moyen-Orient a déjà atteint un objectif majeur : l'intégration récente de la Syrie dans le giron US suite à la défaite cuisante qui lui a été infligée par Israël en 82 (cf RI no 135) - comme pièce maîtresse de son dispositif stratégique dans cette région. Ainsi débarrassé du principal facteur d'instabilité au Liban, condition indispensable à la poursuite de son offensive, le bloc US peut désormais se lancer à l'assaut de la forteresse iranienne tant par le renforcement de la guerre d'usure menée par l'Irak contre ce pays, que par la menace d'une intervention directe des USA en Iran. Telles sont les visées impérialistes du bloc US que masquent en réalité aussi bien la "pax syriana" au Liban que la répression du "terrorisme" dans cette région du monde.

ISRAEL et SYRIE, GENDARMES DU BLOC US

Face à la nécessité impérieuse pour le bloc occidental de reprendre le contrôle de l'Iran, on a vu ces dernières semaines les deux valets locaux du bloc US -la Syrie et Israël- se partager le travail dans les récents conflits qui ont secoué le Moyen-Orient. D'un côté, la Syrie, en bombardant Tripoli, s'est chargée de parachever son hégémonie avec le "nettoyage" du nord Liban (après celui des camps palestiniens l'été dernier) afin d'éliminer les dernières poches de résistance palestinienne. En soumettant par la force les intégristes pro-iraniens et alliés de l'OLP (qui constituaient un facteur d'instabilité non négligeable au nord du pays) à son diktat, la Syrie faisait ainsi la démonstration de sa fidélité à la défense des intérêts du bloc US. Par ailleurs, cette opération de "nettoyage" revêt également une autre signification ; en consacrant la rupture définitive des liens entre Damas et Téhéran, elle fait office de message adressé à l'Iran : de même que le bloc US s'est montré capable à Tripoli de soumettre par la force les alliés de l'Iran, il n'hésitera pas à user des mêmes méthodes pour ramener l'Iran sous sa botte.

Alors que la Syrie se charge de toutes les opérations de police intérieure au Liban pour le compte du bloc US, il revient d'autre part à Israël de renforcer son rôle de gendarme du bloc dans toute la Méditerranée. Ainsi, le raid israélien sur le quartier général de l'OLP près de Tunis le 1^{er} octobre visait non seulement à dissuader l'OLP de s'allier à toute tentative de déstabilisation du Moyen-Orient, mais surtout à faire une démonstration de force destinée à intimider tous les Etats de la région. En s'attaquant à l'OLP comme symbole du terrorisme, le bloc US lançait de ce fait un avertissement de taille à tous ceux qui seraient tentés de lui mettre des bâtons dans les roues pour faire obstacle à ses propres visées impérialistes : en tout premier lieu l'Iran qu'il s'agit de dissuader de mettre à exécution ses menaces de représailles suite à la destruction de son terminal pétrolier de Kharg par les bombardements irakiens, mais également la Libye dont le rassemblement des troupes à la frontière tunisienne constitue une menace directe contre les intérêts occidentaux en Afrique du Nord ; et enfin la Syrie elle-même au cas où celle-ci serait à nouveau tentée de retourner sa veste pour jouer sa propre carte au Liban comme elle l'a maintes fois fait par le passé. En déclarant haut et fort qu'"aucun objectif ter-

roriste n'est invulnérable(...) Il est inconcevable que le terrorisme puisse nous frapper impunément. Il faut que nous voisins le sachent". (Rabin, ministre de la Défense israélien), Israël se fait ainsi le porte-parole du bloc US : face à tous les Etats désignés comme "terroristes" par les médias occidentaux, le bloc US montre désormais sa détermination à "frapper n'importe où en Méditerranée". (idem). Et pour masquer cette escalade dans l'offensive occidentale au Moyen-Orient, le bloc US ne s'est jamais montré avare en matière de propagande. Aujourd'hui comme par le passé, tous les prétextes sont bons pour justifier la guerre au nom de la paix, la terreur au nom de l'anti-terrorisme.

Aujourd'hui c'est l'assassinat en septembre dernier de 2 touristes israéliens dans le port chypriote de Larnaca qui a donné l'occasion à Israël de faire une telle démonstration de force avec la bénédiction et l'aide matérielle des USA (alors que cette intervention était planifiée plusieurs semaines avant cet attentat) de même qu'en 82, c'était un prétexte du même acabit qui avait servi à justifier l'invasion israélienne au Liban : l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres par un commando pro-syrien.

L'ENGAGEMENT DIRECT DES USA

En déployant la campagne actuelle contre le terrorisme au Moyen-Orient, le bloc US n'a pas lésiné non plus sur l'utilisation du détournement du paquebot italien A.Lauro non seulement pour légitimer le raid israélien en Tunisie, mais surtout pour frapper encore plus fort avec l'intervention militaire directe des USA dans cette lutte anti-"terroriste". En effet, l'interception par la chasse américaine du boeing d'Egypt-Air transportant les pirates de l'A.Lauro n'est rien de moins qu'une opération d'intimidation destinée à faire étalage de la supériorité militaire des USA dans toute la Méditerranée.

Avec un tel engagement, c'est tout le cynisme de l'offensive occidentale au Moyen-Orient que le leader du bloc affiche ainsi à la face du monde : en faisant usage du terrorisme d'Etat contre un pays allié -l'Egypte- au nom de la lutte anti-terroriste, les USA rappellent clairement aux yeux de tous le vieux proverbe suivant lequel "la raison du plus fort est toujours la meilleure" et qu'eux seuls sont à même de faire la loi, de la faire respecter et de la violer à leur guise lorsque ce sont leurs propres intérêts qui sont menacés. Et quand G.Shultz (secrétaire d'Etat US) déclare : "la meilleure dissuasion du terrorisme réside dans la certitude que des mesures rapides seront prises contre ceux qui s'y engagent", il ne fait que mettre les points sur les I face à tous ceux et en premier lieu l'Iran qui douteraient encore de la capacité de la première puissance mondiale à intervenir militairement et de façon massive dans cette région du monde.

(SUITE P. 7)

MOYEN-ORIENT (SUITE DE LA P. 6)

La preuve en est donnée non seulement par le piratage du boeing égyptien par l'aviatin US mais plus encore par le déploiement de la 6ème flotte US avec ses 25 bâtiments de guerre qui sillonnent actuellement la Méditerranée et le golfe persique.

La véritable cible que masque cette campagne contre l'OLP, c'est en réalité le "terrorisme" de l'Etat iranien dont les méfaits ont été particulièrement montés en épingle par les médias occidentaux avec l'affaire des otages US et russes détenus et assassinés à Beyrouth par des organisations terroristes pro-iraniennes (Jihad islamique et Organisation Islamique de Libération).

Cette offensive idéologique contre l'Iran vise par ailleurs à cautionner le renforcement de la puissance militaire occidentale dans le Golfe qui s'est concrétisée dernièrement avec la livraison par la France de 24 mirages F1 à l'Irak, d'avions de combat britanniques à l'Arabie Saoudite et par l'augmentation de l'aide militaire américaine à la Jordanie. Elle a enfin pour objectif de préparer le terrain à une éventuelle intervention directe des USA en Iran au cas où ce pays se risquerait à faire monter les enchères dans son attitude d'insubordination à l'impérialisme US.

Ainsi, ce qui caractérise l'offensive du bloc US depuis le début des années 80, c'est l'utilisation

de plus en plus importante par le bloc dominant de sa puissance militaire sur le terrain des affrontements (comme ce fut le cas en 82 au Liban pour contraindre la Syrie à réintégrer le bloc et au Tchad en 83 pour mettre un terme aux velléités d'indépendance de la Libye). Cet emploi de plus en plus massif de la force des armes au Moyen-Orient correspond au fait que la carte économique utilisée par les USA dans les années 70, pour mettre la main sur les positions de l'adversaire, est aujourd'hui insuffisante du fait des ambitions présentes de ce bloc et de l'aggravation de la crise qui crée une situation d'instabilité dans les pays du tiers-monde. Il ne s'agit donc plus pour le bloc US de gagner du terrain face au bloc russe mais de le paralyser afin de retirer à l'URSS son statut de puissance mondiale.

Le déchaînement de l'offensive occidentale au Moyen-Orient est ainsi à la mesure des enjeux considérables qui sont en cause dans cette région. En effet, au bout de cette offensive d'encerclement de l'URSS, c'est la guerre généralisée qui se profile dans la mesure où pour tenter de desserrer l'étau de l'impérialisme US, le bloc russe n'aura pas d'autre alternative que de recourir à l'affrontement direct avec la première puissance mondiale.

Seul le prolétariat, en développant massivement ses luttes sur son propre terrain de classe, est capable d'empêcher dès aujourd'hui un tel déchaînement aveugle de la barbarie capitaliste.

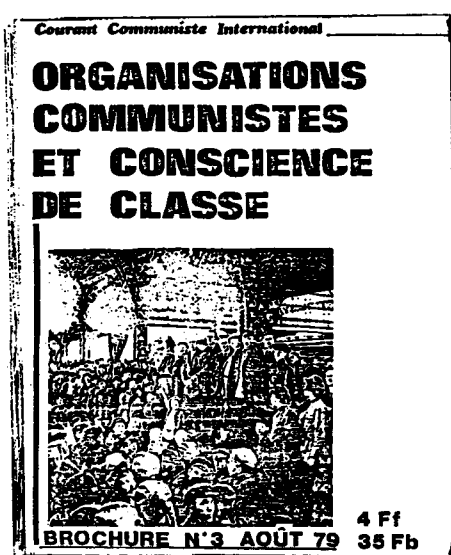
AVRIL (23/10/85)

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.



LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE

(SUITE DE LA P. 8)

trouver son propre chemin. En conséquence, aussi grave que soit cette inadéquation entre les besoins actuels de la classe ouvrière et l'intervention - ou plutôt le manque d'intervention - elle n'est pas insurmontable. Les origines de l'actuel milieu prolétarien, les difficultés de la période expliquent les incompréhensions rencontrées. Cette inadéquation peut être et doit être surmontée, à condition d'avoir le souci, la conscience de ses responsabilités. Le BIPR nous confirme dans ce fait: la réunion publique suivante au mois d'octobre (dont le thème était "la responsabilité des révolutionnaires dans les années 80", thème choisi à la lumière de la réunion de septembre), le BIPR était présent, confrontant ses positions avec les nôtres avec un grand souci militant. Par contre, le membre de l'ex-GVC et les éléments suivant le milieu n'étaient pas revenus. Si ce n'est pas pour des raisons contingentes, camarades, il est temps de réaliser que les révolutionnaires ne vivent pas pour penser en dehors des réalités, mais pour défendre des positions de classe, les confronter au feu de la réalité, non pour eux-mêmes, mais pour aider la classe ouvrière, dans chacune de ses con-

frontations immédiates, à faire son chemin vers le but historique dont vous parlez tant, mais sans comprendre tout ce que cela implique tant pour la classe ouvrière que comme responsabilités pour les organisations révolutionnaires.

CL.

(1) Le BIPR est le Bureau International Politique Révolutionnaire, faisant le lien entre la CWO (Communist Workers' Organisation) et le Partito Comunista Internazionale (voir Revue Internationale N°41).

(2) Le GVC est le Groupe Volonté Communiste, issu d'une scission du PIC (Pour une Intervention Communiste) en 1981, le PIC étant lui-même issu d'une scission du CCI, à qui il reprochait alors son manque d'intervention dans la classe ouvrière...

(3) Les positions énoncées ici sont faites de mémoire. Que les camarades cités n'hésitent pas à s'expliquer plus si nécessaire. Il est aussi de leur responsabilité de s'expliquer devant la classe ouvrière et le milieu révolutionnaire.

REUNIONS PUBLIQUES

Sur un thème encore indéterminé

CLERMONT-FERRAND

Réunion publique le 22 novembre à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

NANTES

Réunion publique le 23 novembre à 17 h au centre social des Bourderies, NANTES-CHANTENAY
Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le 9 novembre de 10h30 à 11h30.

LILLE

Réunion publique le 16 Novembre à 15h30, 23 rue des Gosselet (MNE).
Vente de la presse au marché de Wazemmes de 10h30 à 11h30 les dimanches 17/11 et 1/12/85.

LYON

Réunion publique le vendredi 15 Novembre à 21 h à Majo, impasse Métral, VILLEURBANNE, métro République.
Permanence : le 19 novembre à 18 h à la même adresse.
Vente de la presse au marché aux Puces de VAULX-EN-VELIN, le 17 novembre à partir de 11h30.

PARIS

Réunion publique le samedi 16 novembre à 17h au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème, métro Porte de Choisy.

Permanences tous les samedis sauf les 2 et 16 novembre de 16h à 18h, même adresse.

ROUEN

Réunion publique le 16 novembre à 16h30 à la Halle aux Toiles

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 22 novembre à 21h, Rendez-vous devant l'entrée de la cafétéria du Géant Casino, au Pont des Demoiselles.

Permanence tous les vendredis (sauf le vendredi de la réunion publique) à 18h30 au Bar "Le Colbert", avenue Saint-Exupéry.

Vente de la presse les dimanches 10 et 24 novembre de 11h à 12h30 au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc et le dimanche 10 novembre de 11h à 12h30, au marché aux Puces, Place Saint-Sernin.

TOURS

Réunion publique le samedi 16 Novembre à 17h au 5/7 rue Niepce (arrêt Lavoisier), JOUE-LES-TOURS.

PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM

PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK- N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE

WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
- Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f). épuisé.
- Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
- L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
- Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
- La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)

FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)

FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267.

SOUSCRIPTION PERMANENTE A LA PRESSE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 f recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les n°6 et 7 de RI ancienne série et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

J. (Lille) :	100 f
A.L (Neuilly/Seine) :	100 f
GE (Paris) :	300 f
S (Lille) :	100 f
	600 f

TIRAGE MOYEN : 2.000 exemplaires
VENTE MOYENNE : 500 exemplaires

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème "LA RESPONSABILITE DES REVOLUTIONNAIRES DANS LES ANNEES 80"

BORDEAUX

Réunion publique le 9 novembre à 17h, au café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.

MARSEILLE

Réunion publique le 8 novembre à 21h au 205 rue Sainte-Félicité, 13005.
Permanence le 20 novembre de 18h à 19h à l'"Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry, 13001.

REUNION PUBLIQUE DU CCI A PARIS

LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE FACE A LA SITUATION

■ Le 14 septembre, le CCI tenait à Paris une réunion publique sur l'importance de la situation présente en France dont le titre était : "Les actions commandos du PCF et de la CGT contre la classe ouvrière". Le CCI tenait cette réunion publique parce qu'il sait que son rôle d'organisation révolutionnaire est de participer activement à la prise de conscience de la classe ouvrière, en dénonçant les manœuvres que la bourgeoisie oppose au prolétariat à chacun de ses pas, et en indiquant les moyens de les contrer et de trouver son propre chemin.

Mais le rôle d'organisation révolutionnaire n'appartient pas au seul CCI. Tout au contraire, dans la situation actuelle, le développement d'un milieu révolutionnaire capable d'intervenir dans la lutte de classe avec des perspectives claires est au cœur de la situation mondiale aujourd'hui.

En effet, au niveau international, la crise frappe de plus en plus durement une masse toujours plus grande d'ouvriers. La misère grandissante a poussé la classe ouvrière à reprendre le chemin des luttes depuis 1983.

La colère ouvrière ne s'exprime pas de la même manière à tout moment et partout. Elle peut s'exprimer ouvertement ici, et couvrir là, latente mais profonde. Les révolutionnaires ne sont pas là pour faire le constat des luttes quand elles sont ouvertes et que personne ne peut les nier. Non seulement ils interviennent dans les luttes ouvertes pour pousser à leur élargissement, à leur prise en main par les ouvriers eux-mêmes, mais ils doivent aussi être armés d'une solide analyse pour savoir déceler la combativité quand elle n'est pas apparente, quand elle ne se révèle pas dans les luttes au grand jour, et justement permettre leur apparition.

Car partout la bourgeoisie s'emploie à focaliser les luttes ouvertes sur des problèmes secondaires ou partiels (Espagne), soit à isoler les luttes une par une, par usine ou par secteur (Espagne, GB), soit à empêcher par tous les moyens qu'apparaissent cette combativité au grand jour.

Si la bourgeoisie a dans sa lutte contre le prolétariat tous les moyens (Etat, police, médias avec leur silence ou leurs mensonges), la classe ouvrière, elle, ne peut compter que sur ses propres forces, dont ses organisations révolutionnaires font partie et dont le rôle est justement d'armer la conscience ouvrière de la compréhension des enjeux du combat qu'elle doit mener.

LA COMBATIVITE OUVRIERE NE DEMANDE QU'A S'EXPRIMER.

En France, la situation est d'autant plus explosive et pleine de potentialités que c'est la gauche entière, PS et PC, avec l'appui des syndicats, qui a pris 3 années durant les mesures anti-ouvrières. Cet appareil de la bourgeoisie, la gauche, s'est considérablement décrédibilisé aux yeux des ouvriers alors que ceux-ci reprenaient le chemin du combat au printemps 84 (Longwy, charbonnages, chantiers navals,...). C'est pour faire face à ce début de luttes et parce qu'il faut passer à un niveau d'attaque supérieur (Renault) que le PC et la CGT retrouvent dare-dare le chemin de l'opposition pour mieux contrer les luttes.

Pour les ouvriers qui avaient déjà largement perdu leurs illusions sur la gauche, le changement radical de langage du PC et de la CGT critiquant le PS sur la politique qu'ils avaient menée ensemble quelques mois avant, leurs appels à la "lutte", leur revendication de la "défense ouvrière" n'a fait que confirmer un légitime sentiment de défiance, de dégoût de tout ce que proposent le PC et la CGT.

Si ce sentiment est extrêmement positif (il met à mal l'illusion que la gauche au gouvernement permettrait une meilleure condition d'existence de la classe ouvrière), il est insuffisant, et, au-

jourd'hui, se retourne contre la classe ouvrière elle-même : car PC et CGT s'emparent de tous les moyens de lutte de la classe ouvrière : assemblées générales, grèves, marches et manifestations sont occupées par elles, elles en font leur terrain pour que la classe ouvrière les déserte. Toute la tactique de la bourgeoisie est de faire en sorte, à travers l'action de la CGT et du PC, que chaque ouvrier, écoeuré, ravale sa colère, chacun dans son coin, c'est faire en sorte que SURTOUT LES OUVRIERS NE PRENNENT PAS CONSCIENCE QU'ILS SONT DES MILLIERS EN COLERE, TOUT FAIRE POUR QUE CETTE COLERE N'EXPLOSE PAS AU GRAND JOUR ET COLLECTIVEMENT.

C'est sur la base de cette analyse et dans cette situation donnée que "Révolution Internationale" a poussé, avec ses moyens, la classe ouvrière à sortir de l'expectative, de l'atomisation, en saisissant la moindre occasion de se rassembler, pour pouvoir transformer les actions vides de vie ouvrière de la CGT en journées de lutte vivante de la classe ouvrière. Aussi R.I. a appelé (parce que la situation s'y prêtait, et qu'elle estimait possible vu l'état de colère existant, la venue d'ouvriers combattifs à ces marches), les ouvriers à se rendre à la marche des "Renault" du 10 mai, et à celle des chômeurs du 30 mai. Si des ouvriers étaient venus, ils auraient mis à mal le faux choix que leur propose la bourgeoisie : lutter, c'est la CGT, ou ne pas lutter et ils auraient montré que la lutte était possible.

Tel était l'objet de la réunion publique et les positions exprimées par le CCI. La discussion n'ayant pas porté sur les actions commandos de la CGT, nous n'en parlerons pas ici, et renvoyons nos lecteurs à notre journal n° 137 sur cette question.

L'INTERVENTION DU CCI EST-ELLE ACTIVISTE, GAUCHISTE ?

A cette réunion publique, peu de monde. Ce qui est normal, car la tactique de la bourgeoisie tend à faire rejeter le mot "politique" de la tête des ouvriers (voir R.I. n°133 sur cette question). Par contre, la moitié du milieu politique en France était absent, dans une situation aussi grave que celle-ci, et cela est beaucoup moins "excusable". Car si "Les communistes ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions de la marche et les résultats généraux du mouvement" (Manifeste Communiste) où étaient les communistes, en cet automne 85, dans une situation où la bourgeoisie attaquait le prolétariat à coup de battage intensif pour en immobiliser l'action ?

Absence du FOR. Absence du PCI (Programme Communiste). Présent un membre du BIPR (1), un membre de l'ex-GVC (2) et quelques éléments suivant le milieu prolétarien depuis quelques années. Quant aux intervenants, ils ne dirent rien de plus sur la situation de la classe ouvrière en France... que ce que dit la bourgeoisie elle-même !

"Le CCI est obligé de montrer des luttes ouvrières là où il n'y en a pas pour justifier ses analyses", "il ne faut pas surestimer !" (BIPR) ; "les bourgeois sont sereins, la classe ouvrière connaît une crise" (élément suivant le milieu prolétarien) ; "les années passent, le vieux monde est toujours là... la crise du capitalisme et du prolétariat lui-même entraîne non seulement le chômage, mais la modification de ceux qui restent au boulot. Des questions se posent sur ces conditions de travail, ce qu'elles seront demain. De plus en plus, les gens se demandent ce qu'on va mettre à la place du capitalisme, et le CCI n'en parle pas beaucoup..." (ex-GVC). (3)

N'est-ce pas là ce dont nous rebat les oreilles la bourgeoisie, ses mass-médias, ses sociologues ? : la classe ouvrière ne se bat pas, elle n'est pas combative, elle est en crise car les an-

ciennes méthodes de lutte de la classe ouvrière ne sont plus adéquates !

Partant de là, il était bien évident que le milieu ne pouvait comprendre l'intervention du CCI de ces derniers mois : "Le CCI intervient quand il n'y a pas de luttes" (BIPR), "le CCI connaît des glissements activistes, voire gauchistes" (ex-GVC), "n'est-ce pas déchoir que d'appeler à des manifestations et des assemblées générales alors que les révolutionnaires doivent toujours mettre en avant les buts généraux et historiques (internationalisation des luttes et communisme) de la classe ?" (élément suivant le milieu prolétarien). (3).

Ainsi donc, le CCI se trouvait taxé d'avoir une pratique activiste, voire de gauchisme.

LE POIDS DE VIEILLES INCOMPREHENSIONS.

Mais que propose donc le milieu révolutionnaire ? Le BIPR met comme préalable à la lutte la présence d'un parti ; l'ex-GVC, lui, pense qu'il faut réanalyser l'histoire pour comprendre quelles sont les nouveautés de la période.

Le BIPR reconnaît en 1985 qu'il y a reprise de la lutte de classe depuis 83. Il pense que les organisations doivent intervenir quand il y a des luttes. Le problème est que la combativité est potentielle, mais réelle, et que la bourgeoisie fait tout ce qu'elle peut pour que celle-ci n'éclate pas. Les luttes n'étant pas ouvertes, le BIPR nie dans les faits qu'il EST NECESSAIRE D'INTERVENIR DES AUJOURD'HUI pour justement faire échec aux manœuvres de la bourgeoisie, condition sine qua non pour que les luttes explosent au grand jour.

Donc, dans les faits, dans la situation présente, le BIPR n'est pas intervenu.

L'ex-GVC, lui, ne tient pas compte de la vague internationale de luttes qui secoue pourtant des pays "bien près de chez nous", comme l'Angleterre et l'Espagne. Car si il regardait la lutte de la classe ouvrière de ces deux pays, il aurait moins de doutes quant à "la crise des méthodes d'actions du prolétariat". Le nez fixé sur la France, il regarde les ouvriers... qui ne se battent pas ! Pour l'ex-GVC, vu l'ampleur de la crise économique, les ouvriers devraient se battre. Puisqu'ils ne se battent pas, c'est que quelque chose est arrivé, qu'il faut comprendre, il faut reconsidérer l'avenir lui-même (que veut dire l'ex-GVC ? Remet-il en cause les méthodes de la classe ouvrière ? Ou le cours historique ? Ou même la possibilité de la révolution communiste ? Nous aimerions bien le savoir !). Les doutes de l'ex-GVC ne nous étonnent pas. L'ex-GVC, ex-PIC, voit tout le chemin que la classe ouvrière N'A PAS PARCOURU depuis 68, mais il ne voit pas celui qu'elle a parcouru. Depuis plus de 15 ans, il attend que les luttes apparaissent belles et pures, autonomes, en dehors des syndicats. Mais il met la charrue avant les boeufs. Le chemin de l'autonomie de la classe ouvrière n'est pas simple, pour la principale (mais pas unique) raison que la lutte de classes veut dire que deux classes s'affrontent, et que l'ennemi de la classe ouvrière, la bourgeoisie, s'emploie en permanence, dans chaque conflit, à contrer les tentatives de la classe ouvrière pour sortir du cadre syndical. C'est dans la confrontation avec l'ennemi, poussé par les nécessités de se défendre contre les attaques de la bourgeoisie, que peu à peu, avec difficulté, le prolétariat fait son chemin vers son autonomie de classe.

L'ex-GVC est démoralisé, la classe ouvrière a perdu ses quinze années d'attente.

Evidemment, dans ces conditions, il ne peut intervenir de manière adéquate ; il ne peut aider à la maturation de la conscience de la classe ouvrière, ni à la clarification des éléments du milieu révolutionnaire qui l'entoure. Tout au contraire, démoralisé lui-même, il participe de fait à la campagne de la bourgeoisie : le prolétariat ne veut plus lutter, il connaît une crise.

L'inadéquation du milieu politique révolutionnaire est mise en lumière du fait de l'accélération de l'histoire. Cependant, la crise du milieu n'est pas aujourd'hui le produit de conditions objectives, c'est-à-dire une période de défaite de la classe ouvrière. Elle est elle-même le produit des difficultés que connaît la classe ouvrière pour

(SUITE P. 7)

REVOLUTION INTERNATIONALE est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.